



POUVOIR ADJUDICATEUR

CENTRE RÉGIONAL DES ŒUVRES  
UNIVERSITAIRES ET SCOLAIRES NORMANDIE  
135 Boulevard de L'Europe

76100 ROUEN

**MARCHÉ DES PRESTATIONS DE  
BLANCHISSERIE (LINGE ET VÊTEMENTS)  
POUR LES SITES  
D'HEBERGEMENT ET DE RESTAURATION  
DU CROUS NORMANDIE  
N°26-300**

**CAHIER DES CLAUSES PARTICULIERES**

Marché de services passé selon une procédure d'appel d'offres ouvert en application des articles R2124-1 et R2124-2 du Code de la commande publique.

## SOMMAIRE

Article 1 - Identification de l'acheteur .....	4
Article 2 - Objet de l'accord-cadre .....	4
Article 3 - Allotissement .....	4
Article 4 - Forme et étendue de l'accord-cadre.....	5
Article 5 - Durée de l'accord-cadre.....	5
Article 6 - Lieu d'exécution .....	6
Article 7 - Documents contractuels .....	6
Article 8 - Marchés de prestations complémentaires .....	7
Article 9 - Modalités d'exécution et description des prestations .....	7
9.1 Représentation des parties.....	7
9.2 Principales opérations .....	8
9.3 Spécifications techniques .....	8
9.4 Commandes et bons d'enlèvement.....	8
9.5 Demande de prestations exceptionnelles .....	9
9.6 Enlèvement et livraison des articles.....	9
9.7 Bons de livraison.....	10
9.8 Pilotage .....	10
9.9 Obligation du titulaire .....	11
9.10 Obligation de conseil .....	11
9.11 Responsabilité du titulaire .....	11
9.12 Considérations sociales .....	11
9.13 Considérations environnementales .....	12
9.14 Traitement de données à caractère personnel.....	12
9.15 Confidentialité et secret des affaires .....	12
9.16 Clause de réexamen .....	12
9.17 Constatation de l'exécution des prestations .....	13
9.18 Garantie.....	13
9.19 Pénalités .....	13
Article 10 - Régime financier .....	14
10.1 Forme et contenu des prix .....	14

10.2	Variation des prix.....	15
10.3	Modalités financières .....	15
10.4	Suivi financier du montant maximum de l'accord-cadre à bons de commande.....	17
10.5	Modifications financières pour circonstances imprévisibles .....	17
Article 11 - Dispositions diverses.....		18
11.1	Echanges dématérialisés .....	18
11.2	Sous-traitance .....	18
11.3	Assurances.....	19
11.4	Autres obligations administratives .....	19
11.5	Résiliation .....	20
11.6	Exécution aux frais et risques du titulaire.....	20
11.7	Dispositions applicables en cas de menace sanitaire grave appelant des mesures d'urgence .....	20
11.8	Différends.....	24
11.9	Litiges et contentieux .....	24
Article 12 - Dérogations au CCAG .....		24

## Article 1 - Identification de l'acheteur

Le présent accord-cadre est porté par le :

CROUS Normandie  
135, boulevard de l'Europe  
CS 81816  
76 042 Rouen Cedex  
Tél : 02.32.08.50.31  
Courriel : marche@crous-normandie.fr

Représenté par Madame Christine Le Noan, sa Directrice Générale et pouvoir adjudicateur du marché.

### Type de pouvoir adjudicateur :

Etablissement public national à caractère administratif chargé de l'aide aux étudiants de l'enseignement supérieur dans les domaines de l'aide sociale, de la restauration et de l'hébergement.

## Article 2 - Objet de l'accord-cadre

L'accord-cadre a pour objet des prestations de blanchisserie (linge et vêtements) pour les sites d'hébergement et de restauration du CROUS Normandie.

L'accord-cadre porte sur des prestations de Services

Code(s) CPV de la consultation : Valeur principale : 98310000 - Services de blanchisserie et de nettoyage à sec.

98312000 - Services de nettoyage de textile.

## Article 3 - Allotissement

Les prestations sont alloties et le CROUS Normandie a décidé de réserver l'ensemble des lots de ce marché aux opérateurs économiques qui emploient des travailleurs handicapés et/ou défavorisés et qui sont des Entreprises adaptées (EA), des établissements et services d'aide par le travail (ESAT), des Structures d'insertion par l'activité économique (SIAE) ou des structures équivalentes, mentionnées aux articles L.2113-12 à L.2113-13 du code de la commande publique.

Le présent document est commun à l'ensemble des lots, sauf précision contraire.

## Article 4 - Forme et étendue de l'accord-cadre

L'accord-cadre est mono-attributaire. Le marché est un accord-cadre à bons de commande en application des articles L2125-1, R2162-13 et R2162-14 du code de la Commande Publique, conclu avec un opérateur économique. Il est passé sans minimum et avec un maximum, reconductions incluses fixé à :

N° de lot	Intitulé du lot	Montant maximum
1	Prestations de blanchisserie pour les sites de Caen, Hérouville	450 000 € HT
2	Prestations de blanchisserie pour le site d'Alençon	50 000 € HT
3	Prestations de blanchisserie pour les sites de Rouen, Saint-Etienne-Du-Rouvray et Mont-Saint-Aignan	70 000 € HT
4	Prestations de blanchisserie pour les sites du Havre	30 000 € HT
5	Prestations de blanchisserie pour le site de Cherbourg	30 000 € HT
6	Prestations de blanchisserie pour les sites d'Evreux	20 000 € HT

Le lot concerné cessera automatiquement de produire ses effets lorsque ce montant maximum aura été atteint, quelle que soit la durée prévue initialement par l'acheteur.

## Article 5 - Durée de l'accord-cadre

L'accord-cadre démarre au 01/09/2026 ou à sa date de notification si celle-ci est postérieure à la date de début d'exécution prévue.

La date prévisionnelle de début d'exécution des prestations est fixée comme suit :

**Lot 1 – Sites de Caen, Hérouville : 1<sup>er</sup> juillet 2026**

**Lot 2 – Site d'Alençon : 1<sup>er</sup> juillet 2026**

**Lot 3 – Sites de Rouen, Saint-Étienne-du-Rouvray et Mont-Saint-Aignan : 1<sup>er</sup> juillet 2026**

**Lot 4 – Sites du Havre : 1<sup>er</sup> juillet 2026**

**Lot 5 – Site de Cherbourg : 1<sup>er</sup> janvier 2027**

**Lot 6 – Sites d'Evreux : 1<sup>er</sup> juillet 2026**

La durée du marché est de 1 an ferme. Le marché est reconductible tacitement 2 fois pour une nouvelle période ferme d'un an. En cas de non-reconduction, le pouvoir adjudicateur informera le titulaire du marché par lettre recommandée de la décision de ne pas reconduire au moins deux mois avant la date anniversaire de démarrage du marché.

## Article 6 - Lieu d'exécution

Les lieux d'exécution des prestations, selon les lots, sont les départements :

76 - Seine-Maritime (FR-76), 14 - Calvados (FR-14), 27 - Eure (FR-27), 50 - Manche (FR-50), 61 - Orne (FR-61).

L'annexe 1 intitulée « liste des sites » énumère les sites et les coordonnées des personnes à contacter pour l'exécution locale des prestations. En cours d'exécution du marché, le CROUS Normandie se réserve le droit d'ajouter ou de supprimer des sites. Ces modifications seront formalisées par avenant. Les nouveaux sites seront facturés aux prix du marché.

## Article 7 - Documents contractuels

Les pièces constitutives de l'accord-cadre sont, par ordre de priorité décroissante :

- L'acte d'engagement (ATTRI1) et son annexe financière
- Le présent cahier des clauses particulières (CCP) et son annexe « Liste des sites » (Annexe 1)
- Le cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés publics de fournitures courantes et de services approuvé le 30 mars 2021 ;
- Le cadre de réponse technique (CRT) et ses annexes éventuelles
- Les formulaires DC1 et DC2 dûment complétés
- Les actes spéciaux de sous-traitance et leurs actes modificatifs, postérieurs à la notification de l'accord-cadre ;
- Les bons de commandes émis au fur et à mesure des besoins

Le montant des livraisons est estimé sur une base annuelle et correspond aux besoins susceptibles d'être exprimés par le pouvoir adjudicateur au cours de chaque période d'exécution.

## Article 8 - Marchés de prestations complémentaires

Conformément à l'article R.2122- 4 du Code de la Commande Publique, des marchés de fournitures ayant pour objet la réalisation de prestations complémentaires à celles qui ont été confiées au titulaire, pourront être passés sans publicité ni mise en concurrence préalable.

## Article 9 - Modalités d'exécution et description des prestations

### **9.1**      *Représentation des parties*

#### **9.1.1**      Représentation de l'acheteur

Les responsables de sites ou leurs représentants sont chargés du suivi de l'exécution des prestations. Leurs coordonnées sont précisées dans l'annexe 1 « liste des sites ». L'acheteur notifie toute modification d'interlocuteur au titulaire.

#### **9.1.2**      Représentation du titulaire

Le titulaire désigne un ou plusieurs interlocuteurs, habilités à le représenter auprès de l'acheteur, pour les besoins de l'exécution de l'accord-cadre.

Par dérogation à l'article 3.4.1 du CCAG-FCS, cet ou ces interlocuteurs sont désignés dans l'offre du titulaire. D'autres personnes physiques peuvent être habilitées par l'acheteur en cours d'exécution de l'accord-cadre. Le titulaire s'engage à informer, sans délai, l'acheteur de toute modification d'interlocuteur désigné.

#### **9.1.3**      Considérations relatives aux groupements d'opérateurs économiques et à la sous-traitance

Pour l'ensemble des lots, le titulaire ne pourra sous-traiter ou co-traiter à un opérateur économique que s'il appartient à l'un ou l'autre des secteurs réservés (SIAE ou STPA).

En cas de sous-traitance, l'acheteur exige que les tâches essentielles suivantes soient effectuées directement par le titulaire : opérations de nettoyage

Lorsque le co-traitant en charge de la réalisation des tâches essentielles est défaillant, qu'il soit par exemple en liquidation judiciaire ou dans l'impossibilité d'accomplir sa tâche pour des raisons qui ne sont pas de son fait, la mission qui lui a été confiée peut-être prise en charge soit par un autre membre du groupement, soit par un sous-traitant après accord de l'acheteur.

En cas de défaillance du mandataire du groupement, les membres du groupement sont tenus de lui désigner un remplaçant. A défaut, et à l'issue d'un délai de huit jours à compter de la notification de la mise en demeure par l'acheteur d'y procéder, le cocontractant exécutant la part financière la plus importante restant à réaliser à la date de cette

modification devient le nouveau mandataire du groupement.

## **9.2      *Principales opérations***

Les prestations demandées sont les suivantes :

- Identification par étiquetage ou marquage du linge et des vêtements de travail
- Collecte des articles à nettoyer sur les différents sites selon les lieux de collectes définis avec les Responsables de sites dans sacs ou autres contenants dédiés.
- Fourniture et mise à disposition de sacs, cintres et portants et autres accessoires liés à la réalisation de la prestation.
- Tout comptage par le titulaire des articles à nettoyer
- Tri des articles par degré de salissure, vidage des poches
- Opérations de nettoyage adaptées au degré de salissure et type d'article
- Protection par un film plastique et/ou la mise sur cintre ou le conditionnement des articles
- Les petites réparations (couture)
- La livraison sur les différents sites
- Le suivi commercial des prestations

## **9.3      *Spécifications techniques***

Le candidat précisera la technique de lavage et les matériels utilisés. En qualité d'expert et de professionnel du nettoyage et de l'entretien du linge, il assure la prise en charge et la mise en place de solutions de traitement les plus adéquates au regard des caractéristiques des articles confiés.

Le titulaire est responsable du suivi administratif du linge et du contrôle qualitatif et quantitatif des articles, avec la reprise à ses frais du cycle de nettoyage en cas de mauvaise qualité de la prestation, ou de remplacement à ses frais en cas de perte ou de détérioration des articles qui lui ont été confiés.

## **9.4      *Commandes et bons d'enlèvement***

Les commandes seront établies par les différents gestionnaires de sites en fonction des besoins de l'établissement.

Les jours de passage de l'entreprise titulaire seront décidés d'un commun accord entre le titulaire et le responsable du site concerné. Le titulaire s'engage à pouvoir passer deux fois par semaine minimum sauf mention contraire du site.

Le bon d'enlèvement ou bon de commande précisera :

- Le nombre et détail des produits à nettoyer (linge ou vêtement);
- Les marquages à prévoir pour les vêtements neufs
- La date d'enlèvement
- Le site d'enlèvement et de retour
- La date du retour ;



- L'adresse de facturation ;
- Le prix de la livraison.

Seuls les bons d'enlèvement validés par la personne habilitée ou son représentant pourront être honorés par le titulaire.

Lorsque le titulaire estime que les prescriptions d'un bon de commande qui lui est notifié appellent des observations de sa part, il doit les notifier à l'acheteur dans un délai de 48 h à compter de la date de réception du bon d'enlèvement, sous peine de forclusion.

Les bons d'enlèvement peuvent être émis jusqu'au dernier jour de validité de l'accord-cadre, mais leur exécution doit être terminée au plus tard quinze jours suivant la fin de l'accord-cadre.

La dénonciation ou la résiliation de l'accord-cadre à bons de commande ne remet pas en cause la validité du bon d'enlèvement émis avant la date d'effet de la décision de résiliation ou de dénonciation. Le titulaire de l'accord-cadre à bons de commande est tenu de respecter son engagement contractuel jusqu'à l'admission des fournitures.

### **9.5      *Demande de prestations exceptionnelles***

Les sites peuvent recourir à des prestations exceptionnelles pour un nettoyage d'articles non prévus au bordereau de prix. Ces prestations donneront lieu à l'établissement d'un devis qui devra être validé par le Directeur de site préalablement à toute exécution.

### **9.6      *Enlèvement et livraison des articles***

#### **9.6.1      Protocole de chargement et de déchargement**

Les opérations de chargement et de déchargement seront effectuées conformément au protocole de sécurité et/ou sanitaire établi par site entre le titulaire et le responsable du site. Le prestataire récupère les tenues et/ou le linge sale dans des sacs qu'il aura préalablement fournis, entreposés dans un lieu ou des lieux de stockage défini(s) avec le Responsable du site ou son représentant. Il dépose, dans un même temps, les tenues ou linge propres convenablement protégés, dans ce même lieu.

#### **9.6.2      Véhicules de transport**

Le transport s'effectue sous la responsabilité du titulaire. Le déchargement est à la charge du titulaire. La prestation doit être livrée à la date précisée sur le bon d'enlèvement, au lieu indiqué par le CROUS.

Afin d'en garantir l'asepsie, les véhicules et matériels seront désinfectés au minimum après chaque tournée avec un produit détergent/désinfectant répondant aux normes en vigueur. Lorsqu'au cours d'un même déplacement, le véhicule transporte simultanément des articles sales et des articles propres, un cloisonnement étanche doit permettre de séparer les uns des autres.

Chaque site se réserve le droit de procéder à tout moment au contrôle visuel et bactériologique de l'exécution de ces prescriptions.

### **9.6.3 Contenants**

Quel que soit le mode de transport, le linge sale est obligatoirement transporté en contenants étanches. Les sacs, caisses, conteneurs, armoires ou chariots, le cas échéant seront faciles à laver et à désinfecter. Ces mêmes contenants pourront être utilisés pour les transports du linge propre après lavage et désinfection.

### **9.6.4 Contrôles bactériologiques des véhicules et des contenants**

Des contrôles bactériologiques des véhicules et des contenants sont effectués régulièrement par un laboratoire agréé lors de la livraison du linge propre. Ces contrôles sont au moins trimestriels et ils sont à la charge du prestataire. En cas d'épidémie ou de présence anormale de germes potentiellement infectieux et/ou résistants, les contrôles peuvent être systématiques.

## **9.7 *Bons de livraison***

Les fournitures sont accompagnées d'un bon de livraison et de sa copie indiquant :

- Le nom du titulaire du marché
- La date de livraison
- La référence de la commande (n° de bon d'enlèvement)
- Le numéro du marché et du lot concerné
- La nature de la livraison
- Le détail des quantités livrées par article

Les articles sont rendus sous un délai de 3 jours à une semaine selon les rotations demandées pour chaque site.

## **9.8 *Pilotage***

Le titulaire transmet à l'acheteur à une fréquence semestrielle un état de son activité au sein du présent accord-cadre.

Cet état d'activité comprend :

- quantités par article et par mois pour chaque site
- montant des prestations par site
- liste des prestations exceptionnelles par site
- montant des prestations exceptionnelles par site

Ces données seront transmises par mail à l'adresse [marche@crous-normandie.fr](mailto:marche@crous-normandie.fr).

Un rendez-vous annuel est prévu avec le titulaire afin de faire le point sur l'exécution des

prestations.

## **9.9      *Obligation du titulaire***

### **9.10      *Obligation de conseil***

Le titulaire a un devoir de conseil (ou d'alerte) s'il se rend compte, lors de ses interventions, de dysfonctionnements potentiels au titre de ses prestations.

Le titulaire est ainsi tenu à une obligation permanente de conseil. Dans l'hypothèse où le titulaire ne respecte cette obligation, il ne saurait se prévaloir d'une incohérence dans l'accord-cadre pour s'exonérer de ses obligations contractuelles.

Ce devoir de conseil est formel et fondé sur la production d'un rapport qui décrit les risques et propose des actions pour les réduire.

Le titulaire et l'acheteur s'inscrivent dans le cadre d'une démarche d'amélioration continue des prestations de l'accord-cadre.

#### **9.10.1    Obligation d'information**

Le titulaire est tenu de signaler à l'acheteur tous les éléments qui lui paraissent de nature à compromettre la bonne exécution des prestations.

#### **9.10.2    Mesures de sécurité**

Toute personne relevant du titulaire ou de ses sous-traitants est soumise, le cas échéant, à des mesures de sécurité qu'il s'agisse d'accès physiques à des locaux ou d'accès logiques à des informations.

### **9.11      *Responsabilité du titulaire***

Le titulaire est tenu de mettre en œuvre, dans le cadre des missions qui lui sont confiées, tous les procédés et moyens lui permettant de réaliser les prestations conformément aux spécifications du cahier des charges. Pour les prestations qui lui incombent, le titulaire doit strictement respecter les délais, les coûts et les niveaux de qualité prévus dans les documents contractuels régissant le marché. Les prestations doivent être conformes aux prescriptions de l'ensemble des normes homologuées ou à toute norme européenne équivalente. Cette disposition vaut non seulement pour les normes en vigueur au jour de la passation de l'accord-cadre mais également pour toutes les nouvelles normes qui deviendraient effectives en cours d'exécution de l'accord-cadre.

### **9.12      *Considérations sociales***

Le CROUS Normandie a décidé de réserver l'ensemble des lots de ce marché aux opérateurs économiques qui emploient des travailleurs handicapés et/ou défavorisés et qui sont des Entreprises adaptées (EA), des établissements et services d'aide par le travail (ESAT), des Structures d'insertion par l'Activité Economique (SIAE) ou des structures équivalentes, mentionnées aux articles L.2113-12 à L.2113-13 du code de la commande publique.

### ***9.13 Considérations environnementales***

Le présent accord-cadre comprend des considérations environnementales.

Dans une volonté de protection de l'environnement, il est fait application de l'article L.2112-2 du code de la commande publique, en prévoyant des conditions d'exécution des prestations comportant des éléments à caractère environnemental.

Le titulaire aura une politique de développement durable incluant, au minimum :

-Des actions concernant l'utilisation de produits plus respectueux de l'environnement, les économies d'eau, la gestion des déchets (valorisation, tri, traitement).

Le titulaire justifiera des actions menées dans ce sens lors du point annuel.

### ***9.14 Traitement de données à caractère personnel***

Dans le cadre du présent accord-cadre, les parties s'engagent à respecter la réglementation en vigueur applicable au traitement de données à caractère personnel et, notamment le RGPD et la loi n°78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés.

### ***9.15 Confidentialité et secret des affaires***

Le titulaire s'engage à mettre en œuvre les moyens appropriés afin de garder confidentiels les informations, les documents et les objets auxquels il aura eu accès lors de l'exécution de l'accord-cadre, sans qu'il soit besoin d'en expliciter systématiquement le caractère confidentiel. Ces informations, documents ou objets ne peuvent être, sans autorisation expresse de l'acheteur, divulgués, publiés, communiqués à des tiers ou être utilisés directement par le titulaire, hors de l'accord-cadre ou à l'issue de son exécution.

Le titulaire s'engage à faire respecter ces obligations à l'ensemble de son personnel, le cas échéant à ses sous-traitants et fournisseurs.

Le titulaire consent, en application de l'article L. 151-5 du code de commerce, à ce que tous les documents de son offre et ceux liés à l'exécution de l'accord-cadre puissent être divulgués par l'acheteur à un tiers, à la condition que cette divulgation s'avère nécessaire, notamment pour les besoins d'une mission de conseil ou d'assistance à maîtrise d'ouvrage, de contrôle des prestations réalisées ou en cas de passation d'un accord-cadre de substitution.

L'acheteur s'engage, le cas échéant, à obtenir de ce tiers toutes les assurances nécessaires quant à la mise en œuvre par ce dernier et ses éventuels sous-traitants de mesures effectives de protection des informations couvertes par le secret des affaires.

L'acheteur informe le titulaire par écrit 15 jours avant de divulguer de telles informations, en précisant le motif, la durée ainsi que les informations et documents concernés. Tout au long de l'exécution de l'accord-cadre, le titulaire est tenu de déclarer sans délai à l'acheteur toute situation de nature à constituer un conflit d'intérêts.

### ***9.16 Clause de réexamen***

L'accord-cadre pourra être modifié dans les conditions de l'article R 2194-1 du Code de la commande publique. Le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de faire évoluer la liste

des articles du BPU. Ces évolutions, ne devront pas conduire à modifier substantiellement les conditions économiques du marché. La modification du BPU peut être réalisée sans avenant, après accord des parties.

## **9.17     *Constatation de l'exécution des prestations***

### **9.17.1    Contrôle**

Les opérations de contrôle sont effectuées en application du CCAG de référence.

### **9.17.2    Opérations de vérification**

Les vérifications quantitatives et qualitatives simples sont effectuées par le responsable du site ou son représentant, au moment de la livraison des articles nettoyés.

A la livraison des articles propres, un contrôle sera réalisé par le service concerné pour vérifier que tous les articles ont été retournés sur la base du bon de livraison.

Un contrôle est effectué, à la livraison des articles nettoyés et au plus tard dans les 5 jours ouvrés, pour vérifier que les prestations réalisées sont conformes aux stipulations du marché.

Par dérogation à l'article 27.3 du CCAG-FCS, l'acheteur n'est pas dans l'obligation d'aviser le titulaire des jours et heures fixées pour les vérifications, afin de lui permettre d'y assister ou de se faire représenter.

### **9.17.3    Constatation de l'exécution des prestations**

- Si la quantité fournie n'est pas conforme, le titulaire sera mis en demeure de compléter la livraison dans le délai prescrit. En cas de perte ou de dégradation, le titulaire devra indemniser le site concerné.

- Si les prestations fournies ne sont pas conformes et ne peuvent être admises en l'état, notamment pour une qualité de lavage insuffisante, le service concerné décidera :

- soit du rejet partiel ou total de la livraison, à charge pour le titulaire d'effectuer à nouveau la prestation à ses frais,

- soit de son acceptation avec réfaction des prix, déterminée d'un commun accord.

## **9.18     *Garantie***

La prestation de service est garantie par le titulaire contre tout vice caché, c'est-à-dire inapparent à première vue à l'instant de la livraison, sous réserve, qu'après livraison, le stockage des articles livrés dans l'établissement soit conforme aux conditions réglementaires.

## **9.19     *Pénalités***

Tout manquement du titulaire à ses obligations contractuelles peut donner lieu à pénalité.

Les pénalités sont applicables de plein droit, sans mise en demeure préalable.

Les pénalités ne présentent aucun caractère libératoire. Le titulaire est donc intégralement redevable de ses obligations contractuelles et notamment des prestations dont l'inexécution a donné lieu à l'application de pénalités.

Il ne saurait se considérer comme libéré de son obligation, du fait du paiement desdites pénalités.

L'application de pénalités est effectuée sans préjudice de la faculté de la personne publique de prononcer toute autre sanction contractuelle et notamment de faire réaliser tout ou partie de l'accord-cadre aux frais et risques du titulaire.

### **9.19.1 Pénalités de retard**

Par dérogation à l'article 14.1.1 du CCAG-FCS, lorsque le délai contractuel d'exécution est dépassé par le fait du titulaire, celui-ci encourt par jour de retard et sans mise en demeure préalable les pénalités suivantes :

- 5 % du montant de la commande HT pour le site considéré

Par dérogation à l'article 14.1.2 du CCAG- FCS, le montant total des pénalités encourues est plafonné à 20% de la valeur HT du montant du bon de commande.

Par dérogation à l'article 14.1.3, le titulaire n'est pas exonéré des pénalités dont le montant total ne dépasse pas 1000€ pour l'ensemble du marché.

### **9.19.2 Pénalités liées à l'exécution des prestations**

Conformément au CCAG-FCS, l'acheteur peut résilier le marché pour faute du titulaire en cas de manquement grave et répété, par le titulaire ou son sous-traitant, aux obligations relatives à la confidentialité, à la protection des données à caractère personnel et à la sécurité prévues par la réglementation française et européenne ainsi qu'aux obligations prévues par le présent article et par les pièces particulières du marché.

### **9.19.3 Pénalités liées aux considérations environnementales**

Par dérogation à l'article 16.2.3 du CCAP-FCS, il n'est pas prévu de pénalités liées aux considérations environnementales

## **Article 10 - Régime financier**

### **10.1 *Forme et contenu des prix***

Les prix unitaires figurent dans le bordereau de prix unitaires annexé à l'acte d'engagement. Les prestations du marché font l'objet d'un prix unitaire et révisable auquel s'appliqueront les quantités commandées.

Les prix sont réputés comprendre toutes les charges fiscales ou autres frappant obligatoirement les prestations ainsi que tous les frais afférents sauf frais annexes facturées séparément et précisés au BPU. Les prix seront exprimés en euros avec deux décimales au maximum.

## 10.2 *Variation des prix*

Les prix sont établis sur la base des conditions économiques en vigueur au mois M0 correspondant à la date de remise de l'offre par le titulaire. Les prix sont fermes la première année.

Les prix pourront être révisés à compter de l'année N+1 du marché, en cas de reconduction, selon la formule suivante :

$$P = P_o \times \text{Ind}/\text{Ind}_o$$

$P_o$  : prix initial

$\text{Ind}_o$  : indice initial à la remise de l'offre.

$\text{Ind}$  : indice en vigueur à la date de révision

Indice de référence : Indice de production dans les services - Blanchisserie et teinturerie (NAF rév. 2, niv. Classe poste 96.01) Série mensuelle CVS-CJO - France - Base 100 en 2015 – Identifiant 010769567

Dans l'hypothèse d'une nouvelle tarification, la proposition devra être faite un mois avant application, par pli recommandé avec accusé de réception ou par courriel, à défaut de quoi le tarif constituant l'offre initiale du titulaire continuera à s'appliquer le mois suivant. L'acheteur dispose de 15 jours calendaires à compter de la réception de la proposition du titulaire du marché pour lui faire connaître sa décision d'acceptation ou de refus motivés de ladite proposition.

Clause de sauvegarde :

Si après application de la formule de révision, les nouveaux prix faisaient apparaître un écart de plus de 3% par rapport aux prix initiaux, les deux parties se rapprocheraient pour décider ensemble de l'application ou non des nouveaux tarifs. Si aucun accord n'était trouvé sur le prix, chaque partie aurait alors la possibilité de résilier la partie du marché restant à exécuter. Si toutefois cette décision était prise, elle devrait être officialisée par lettre recommandée et un délai incompressible de trois mois serait respecté avant la cessation effective du marché, délai pendant lequel la prestation continuerait aux prix initiaux.

## 10.3 *Modalités financières*

### 10.3.1 Intérêts moratoires

Les sommes dues sont payées conformément aux dispositions de l'article L.2192-10 du code de la commande publique.

Le délai de paiement est fixé à **30 jours maximum**. La date de début du délai est déterminée selon les modalités de l'article R.2191-12 et suivants du code de la commande publique.

Lorsque les sommes dues en principal ne sont pas mises en paiement à l'expiration du délai

de paiement, le titulaire a droit, sans qu'il ait à les demander, au versement des intérêts moratoires et de l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement prévus aux articles L.2192-12 et suivants et R.2192-31 à R.2192-36 du code de la commande publique.

Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage. Ils courent à l'expiration du délai de paiement jusqu'à la date de mise en paiement du principal incluse et sont calculés sur le montant total du paiement toutes taxes comprises, diminué des éventuelles retenues de garantie, clauses d'actualisation, de révision et des pénalités.

Le montant de l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement est fixé à 40 euros.

Les intérêts moratoires et l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement sont payés dans un délai de quarante-cinq jours suivant la mise en paiement du principal.

### **10.3.2 Modalités de facturation**

Le paiement est effectué sur demande de paiement émise par le titulaire et après constatation du service fait par l'acheteur. Le paiement est effectué par virement au compte du titulaire.

En cas de groupement conjoint, chaque membre du groupement perçoit directement les sommes se rapportant à l'exécution de ses propres prestations.

En cas de groupement solidaire, le paiement est effectué sur un compte unique, ouvert au nom des membres du groupement ou du mandataire.

Les factures comprennent, outre les mentions légales, les indications suivantes :

- Nom, Siret et adresse du créancier
- Numéro de son compte bancaire ou postal, tel qu'il est précisé à l'acte d'engagement
- Numéro du marché ou du lot
- Numéro de facture
- Quantité et désignation des prestations
- Montant hors taxes de la prestation
- Taux et montant de la TVA
- Montant TTC
- Date de facturation

L'unité monétaire qui s'applique est l'Euro.

Le comptable assignataire chargé du paiement est l'Agent Comptable du CROUS Normandie.

Les factures seront obligatoirement dématérialisées et déposées sur le site Chorus Portail



Pro. Le dépôt s'effectue à l'aide du Siret du CROUS Normandie (130 024 425 00014) et des codes services par site précisés dans l'annexe 2. Le numéro d'engagement n'est pas exigé.

**Préalables techniques et réglementaires** : pour connaître les conditions techniques (guide utilisateurs du portail, kit de raccordement technique et spécifications du format normalisé d'échange) et réglementaires dans lesquelles s'opère la dématérialisation des factures, le titulaire est invité à consulter le portail internet suivant : <https://communaute.chorus-pro.gouv.fr/>

#### ***10.4 Suivi financier du montant maximum de l'accord-cadre à bons de commande***

Afin de permettre à l'acheteur de suivre l'exécution financière du présent accord-cadre, le titulaire est tenu de produire un état de la consommation à date, à la demande de l'acheteur, dans un délai maximal de **dix** jours à compter de cette demande.

#### ***10.5 Modifications financières pour circonstances imprévisibles***

Lorsque des circonstances imprévisibles et extérieures aux parties surviennent en cours d'exécution, les parties peuvent convenir d'une modification des clauses financières, si celle-ci est nécessaire à la poursuite de l'exécution, dans les conditions prévues à l'article R.2194-5 du CCP. Une telle modification n'est qu'une faculté pour l'acheteur.

S'il envisage de modifier le contrat pour tenir compte des surcoûts engendrés par les circonstances imprévisibles, l'acheteur se fonde sur les justifications financières précises que lui apporte le titulaire.

Seules peuvent être prises en compte les circonstances produisant un effet réel et certain sur l'exécution de l'accord-cadre, la présente clause n'ayant pas pour objet de compenser des surcoûts dont la survenance n'est qu'hypothétique.

A l'appui de toute demande tendant à la modification des conditions financières du présent accord-cadre, le titulaire doit :

- Adresser un mémoire en réclamation à l'acheteur démontrant l'existence d'une circonstance imprévisible au sens de l'article R.2194-5 du CCP ;
- Justifier son prix de revient initial, tel qu'envisagé à la date de remise de son offre, et, par conséquent, sa marge bénéficiaire ainsi que les éventuelles provisions pour risques intégrées dans son prix ;
- Fournir tout document de nature comptable (bilans, factures, ...) ou contractuelle (notamment les contrats de fournitures ou de sous-traitance), attestant de la réalité et de l'étendue des surcoûts supportés depuis la survenance de l'évènement imprévisible, pour l'exécution du présent accord-cadre.

L'acheteur vérifie la réalité et la sincérité de ces documents et décide de la suite à donner à la demande du titulaire. En cas d'acceptation de la demande par l'acheteur, les

modifications apportées aux prix, aux tarifs ou aux clauses d'évolution des prix, font l'objet d'un avenant signé par les deux parties.

La durée de cet avenant est strictement limitée à la durée des circonstances imprévisibles. Celle-ci peut éventuellement être prolongée dans les conditions définies dans l'avenant.

L'avenant conclu sur le fondement du présent article précise, via une clause de rendez-vous, les conditions dans lesquelles, en fin d'exécution de l'accord-cadre, l'acheteur et le titulaire déterminent le montant définitif de la compensation des surcoûts anormaux réellement subis par le titulaire.

Ainsi, si le montant des compensations excède le montant des pertes, le titulaire est alors redevable de la différence. Le montant correspondant est alors récupéré par l'acheteur / le bénéficiaire :

- Soit par précompte sur les factures restant à émettre par le titulaire ;
- Soit par avoir, récupéré sur les montants restant à régler ou à défaut récupéré au moyen d'un titre de recouvrement.

## Article 11 - Dispositions diverses

### **11.1 *Echanges dématérialisés***

L'acheteur notifie au titulaire les décisions ou informations qui font courir un délai, par tout moyen dématérialisé (profil acheteur PLACE ou adresse électronique mentionnée dans les documents particuliers du marché) permettant de déterminer de façon certaine la date et, le cas échéant, l'heure de sa réception. Les échanges dématérialisés autres que ceux faisant courir un délai s'effectuent par courriel.

### **11.2 *Sous-traitance***

L'acceptation des sous-traitants et l'agrément de leurs conditions de paiement sont soumis aux dispositions légales et réglementaires en vigueur. La sous-traitance totale des prestations est interdite.

Afin d'obtenir l'acceptation et l'agrément de l'acheteur, le titulaire doit présenter son sous-traitant par le biais de l'acte spécial de sous-traitance, dont les formalités sont comprises dans le formulaire DC4 ou équivalent (téléchargeable sur :

<https://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-du-candidat>

<https://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-mise-a-jour-formulaire-declaration-sous-traitance-dans-marches-publics>).

Cet acte mentionne : la nature des prestations sous-traitées envisagée, le nom, la raison ou la dénomination sociale et l'adresse du sous-traitant, le montant maximum des sommes à verser par paiement direct au sous-traitant, les conditions de paiement prévues et le cas échéant les modalités de variation de prix, les capacités financières et professionnelles du sous-traitant.

L'acheteur doit accepter ou refuser le sous-traitant et agréer ses conditions de paiement. Passé un délai de 21 jours à compter de la remise du DC4 et, le cas échéant, de la remise de l'exemplaire unique pour nantissement (ou du certificat de cessibilité), l'acheteur est réputé avoir accepté le sous-traitant et agréé les conditions de paiement.

En application des dispositions de l'article L.2193-7 du code de la commande publique, le titulaire communique le ou les contrats de sous-traitance à l'acheteur lorsque ce dernier lui en fait la demande sous 15 jours dès réception de la demande.

### **11.3      *Assurances***

Le titulaire assume la responsabilité de l'exécution des prestations et des dommages qu'il cause à l'acheteur en cas d'inexécution. Dans un délai de quinze jours à compter de la notification de l'accord-cadre et avant tout commencement d'exécution, le titulaire devra justifier être en possession d'une police d'assurances.

Il est responsable des dommages que l'exécution des prestations peut engendrer : à son personnel, aux agents de l'acheteur ou à des tiers ; à ses biens, aux biens appartenant à l'acheteur ou à des tiers.

Le titulaire doit être couvert par un contrat d'assurance en cours de validité garantissant les conséquences pécuniaires de la responsabilité civile qu'il pourrait encourir en cas de dommages corporels et/ou matériels engendrés lors de l'exécution des prestations.

Il s'engage à remettre, sur simple demande écrite, à l'acheteur, une attestation de son assureur indiquant la nature, le montant et la durée de la garantie.

Le titulaire s'engage à informer expressément l'acheteur de toute modification de son contrat d'assurance. Les sous-traitants doivent fournir les mêmes documents que le titulaire.

### **11.4      *Autres obligations administratives***

Le titulaire est tenu de notifier sans délai à l'acheteur les modifications survenant en cours d'exécution et notamment celles qui se rapportent :

- aux personnes ayant le pouvoir de l'engager ;
- à la forme juridique sous laquelle il exerce son activité ;
- à sa raison sociale ou à sa dénomination ;
- à son adresse ou à son siège social ;
- à un changement de coordonnées bancaires
- aux renseignements qu'il a fournis pour l'acceptation d'un sous-traitant et l'agrément de ses conditions de paiement ;

De façon générale, toutes les modifications importantes de fonctionnement concernant le titulaire et pouvant influencer sur le déroulement du marché doivent être notifiées à l'acheteur.

En cas de manquement, l'acheteur ne saurait être tenu pour responsable des conséquences pouvant en découler, et notamment des retards de paiement.

Si le titulaire, et/ou le cas échéant ses sous-traitants, recourent à des salariés détachés, ils doivent produire avant le début de chaque détachement d'un ou de plusieurs salariés les documents suivants :

a) L'accusé de réception de la déclaration de détachement effectuée sur le téléservice " SIPSI " du ministère chargé du travail, conformément aux articles R. 1263-5 et R. 1263-7 du code du travail ;

b) Une attestation sur l'honneur certifiant que le cocontractant s'est, le cas échéant, acquitté du paiement des sommes dues au titre des amendes prévues aux articles L. 1263-6, L. 1264-1, L. 1264-2 et L. 8115-1 du code du travail. Cette attestation comporte les nom, prénom, raison sociale du cocontractant et la signature de son représentant légal.

Dans les conditions fixées à l'article L.2196-4 et suivants du code de la commande publique, le titulaire fournit, si l'acheteur en fait la demande, les renseignements sur les éléments techniques et comptables du coût de revient des prestations qui font l'objet du présent marché public (notamment bilans, comptes de résultat ainsi que leur comptabilité analytique et tout document de nature à permettre l'établissement des coûts de revient).

### ***11.5 Résiliation***

L'acheteur peut résilier le marché public dans les cas prévus aux articles L.2195-1 à L.2195-6 du code de la commande publique.

L'accord-cadre peut être résilié conformément aux dispositions du CCAG -FCS.

(Résiliation pour événements extérieurs ou liés à l'accord-cadre, pour faute du titulaire ou pour motif d'intérêt général).

Par dérogation à l'article 42 du CCAG-FCS, en cas de résiliation pour motif d'intérêt général, le titulaire n'a pas le droit à une indemnité de résiliation.

### ***11.6 Exécution aux frais et risques du titulaire***

En cas de non-exécution des prestations, la Directrice générale du CROUS Normandie pourra, 7 jours après une mise en demeure faite par lettre recommandée au titulaire du marché, faire appel au concours d'un autre prestataire de service. Au cas où il en résulte une différence de prix au détriment de l'administration, cette différence est mise de plein droit à la charge du titulaire, et imputée d'office sur le montant du plus prochain paiement effectué à son profit.

### ***11.7 Dispositions applicables en cas de menace sanitaire grave appelant des mesures d'urgence***

La menace sanitaire appelant des mesures d'urgence, notamment l'état d'urgence sanitaire déclaré en application des dispositions du code de la santé publique, est assimilée à un cas de force majeure dès lors que cette situation est inconnue des parties au moment de la signature de l'accord-cadre par l'acheteur ou que cette situation, bien que connue des parties, donne lieu à des mesures d'urgences nouvelles inconnues des parties au moment de la signature de l'accord-cadre par l'acheteur et ayant un impact direct sur l'exécution du

contrat. Ces situations sont constitutives d'un « évènement perturbateur » au sens du présent article.

L'évènement perturbateur fait obstacle à l'application de sanction, de pénalités contractuelles à l'égard du titulaire comme à la mise en œuvre de la responsabilité contractuelle des parties à raison de retards ou d'inexécution des obligations qui leur incombe, dès lors qu'est établi un lien de causalité entre l'évènement perturbateur et le retard ou l'inexécution.

#### Suspension de l'exécution des prestations à la demande du titulaire

Si le titulaire est temporairement dans l'impossibilité d'exécuter tout ou partie des prestations du fait de l'évènement perturbateur ou que cette exécution ferait peser sur lui une charge manifestement excessive, il peut en demander la suspension par tout moyen matériel ou dématérialisé permettant de déterminer de façon certaine la date et l'heure de sa réception.

La décision de suspendre l'exécution des prestations à la demande du titulaire fait l'objet d'un écrit émanant de l'acheteur et est transmise par tout moyen matériel ou dématérialisé permettant de déterminer de façon certaine la date et l'heure de sa réception.

Dans sa décision, l'acheteur précise l'impact éventuel de la suspension sur la durée de l'accord-cadre. Toute modification de la durée du marché ne peut résulter que d'un avenant.

En cas de suspension du marché à la demande du titulaire, l'acheteur se réserve la possibilité de conclure un marché de substitution avec un tiers pour satisfaire les besoins qui ne peuvent souffrir aucun retard, nonobstant toute clause d'exclusivité et sans que le titulaire du marché initial ne puisse engager, pour ce motif, la responsabilité contractuelle de l'acheteur. L'exécution du marché de substitution n'est pas effectuée aux frais et risques du titulaire.

Le titulaire ne peut quant à lui être sanctionné, se voir appliquer de pénalités contractuelles, ni voir sa responsabilité contractuelle engagée dès lors qu'il démontre qu'il ne dispose pas des moyens suffisants pour exécuter les prestations ou que leur mobilisation ferait peser sur lui une charge manifestement excessive. A ce titre, toute justification permettant à l'acheteur d'apprécier le bien-fondé des difficultés rencontrées ou à venir ainsi que leur lien de causalité avec l'évènement perturbateur doit être fournie par le titulaire.

La suspension de l'exécution des prestations à l'initiative du titulaire n'ouvre droit à aucune indemnité au bénéfice de ce dernier.

#### Suspension à l'initiative de l'acheteur

Si l'acheteur décide de suspendre l'exécution de tout ou partie des prestations, il en informe le titulaire par écrit, dans les meilleurs délais et par tout moyen matériel ou dématérialisé permettant de déterminer de façon certaine la date et l'heure de sa réception.

Dans sa décision, l'acheteur précise l'impact éventuel de la suspension sur la durée de l'accord-cadre. Toute modification de la durée du marché ne peut résulter que d'un avenant.

En cas de suspension de tout ou partie des prestations, les parties procèdent à l'établissement d'un constat contradictoire des prestations réalisées jusqu'à la suspension, sauf lorsque celui-ci s'avère manifestement inutile.

L'acheteur ne peut voir sa responsabilité contractuelle engagée dès lors qu'est établi un lien de causalité entre l'évènement perturbateur et la décision de suspension.

Le titulaire, quant à lui, ne peut être sanctionné, se voir appliquer de pénalités contractuelles, ni voir sa responsabilité contractuelle engagée du fait de cette suspension. Celle-ci donne lieu à indemnisation du titulaire s'il démontre l'existence d'un lien direct entre le préjudice subi et la suspension des prestations.

Pour ce faire, il adresse à l'acheteur un mémoire en réclamation, conformément aux dispositions de l'article du CCAG -FCS relatif aux différends entre les parties. Ce mémoire justifie :

- les coûts d'arrêt des prestations objet de l'accord-cadre ;
- les coûts de remise en état à l'issue de la suspension en vue de la reprise d'exécution ;
- la part des charges d'exploitation directement liées à l'exécution du marché et qui ont continué d'être supportées par le titulaire pendant la période de suspension.

#### Prolongation du délai d'exécution des prestations

L'acheteur prolonge le délai d'exécution dès lors que le titulaire est dans l'impossibilité de le respecter, ou que cette exécution en temps et en heure nécessiterait des moyens dont la mobilisation ferait peser sur lui une charge manifestement excessive. Pour bénéficier de cette prolongation, le titulaire justifie des causes faisant obstacle à l'exécution de tout ou partie des prestations dans le délai contractuel et du lien de causalité entre cette impossibilité et l'évènement perturbateur.

La demande de prolongation intervient avant l'expiration du délai contractuel et de la période associée à l'évènement perturbateur. Elle s'effectue dans les conditions fixées par le CCAG-FCS.

La prolongation du délai d'exécution peut être à l'initiative de l'acheteur qui en informe le

titulaire par écrit, dans les meilleurs délais et par tout moyen matériel ou dématérialisé permettant de déterminer de façon certaine la date et l'heure de sa réception.

En cas de prolongation, le nouveau délai a les mêmes effets que le délai contractuel et est d'une durée suffisante pour la réalisation des prestations. La décision de prolongation précise son impact éventuel sur la durée de l'accord-cadre. Toute modification de la durée de l'accord-cadre ne peut résulter que d'un avenant.

#### Résiliation en cas d'impossibilité d'exécuter la prestation et indemnisation associée

Lorsque le titulaire est dans l'impossibilité d'exécuter l'accord-cadre du fait de l'évènement perturbateur, l'acheteur prononce la résiliation du lot concerné sur le fondement de l'article L. 2195-2 du code de la commande publique.

Le décompte de résiliation est établi conformément aux dispositions du CCAG-FCS, en faisant application des modalités de résiliation s'attachant au cas de résiliation pour évènement présentant les caractéristiques de la force majeure.

#### Indemnisation

L'annulation d'un bon de commande par l'acheteur à la suite d'un évènement perturbateur ouvre droit à une indemnisation du titulaire des dépenses spécifiquement engagées pour l'exécution des prestations annulées.

Le titulaire adresse à l'acheteur un mémoire en réclamation, conformément aux dispositions de l'article du CCAG -FCS relatif aux différends entre les parties.

Ce mémoire justifie :

- de l'existence du préjudice subi (réalité des charges pesant sur le titulaire et évaluation du montant demandé) ;
- de l'existence d'un lien de causalité entre l'évènement perturbateur et ledit préjudice.

Indemnisation en cas de poursuite d'exécution bouleversant l'équilibre du contrat

Lorsque l'équilibre du contrat est bouleversé du fait de la poursuite de l'exécution des prestations, le titulaire peut être indemnisé des charges supplémentaires extracontractuelles qu'il supporte, dans les conditions précisées par la circulaire du Premier ministre et du ministre de l'économie et des finances du 20 novembre 1974 relative à l'indemnisation des titulaires de marchés publics en cas d'accroissement imprévisible de leurs charges économiques.

Pour ce faire, le titulaire doit démontrer le bouleversement de l'équilibre du contrat, la perte effective subie ainsi que le lien avec l'évènement perturbateur. A défaut, la demande d'indemnisation est rejetée.

Un pourcentage de **20 %** du montant de la perte effective reste à la charge du titulaire.

Ne peuvent être indemnisés des coûts résultant de la négligence ou de la défaillance du titulaire.

#### Modalités de communications en cas de crise sanitaire

En période de crise sanitaire, les réunions en présentiel peuvent être remplacées par des réunions à distance par tous moyens de téléconférence (audioconférence, visioconférence notamment).

Lorsque les parties privilégient les échanges dématérialisés, les modalités fixées au présent document s'appliquent (cf. article « Echanges dématérialisés »).

### **11.8 Différends**

L'acheteur et le titulaire s'efforcent de régler à l'amiable tout différend éventuel relatif à l'interprétation des stipulations du présent marché public ou à l'exécution des prestations.

En cas de différend, les acheteurs et le titulaire peuvent recourir au comité consultatif de règlement amiable compétent ou au médiateur des entreprises des différends relatifs aux marchés publics conformément aux dispositions des articles R.2197-1 à R.2197-24 du code de la commande publique.

### **11.9 Litiges et contentieux**

Le présent marché public est régi par le droit français.

Le tribunal compétent pour le règlement des litiges est le tribunal administratif de ROUEN.

Tribunal Administratif de Rouen

53 avenue Gustave Flaubert

76000 Rouen

Email : greffe.ta@juradmin.fr

Téléphone : 02.35.58.35.00

## Article 12 - Dérogations au CCAG

Article du CCP	Article du CCAG-FCS
5	13.1.1
9.16.2	3.4.1
10.13.1	27.3
9.18.1	14.1.1 - 14.1.2 et 14.1.3
9.18.3	16.2.3
11.5	42